

Faut-il marcher au pas ?

« **D**errière le ralliement, il y a le désenchantement puis l'effacement. » Ces mots de François Bayrou sonnent paradoxalement, presque ironiquement, tristement aussi, comme une mise en garde pour ceux qui, à droite, se mettent en marche et en remorque d'Emmanuel Macron.

Car un jour - et tôt ou tard ce jour viendra -, quand seront dispersées les fumées de la communication politique et dissipés les mirages de la communication médiatique, ce jour-là, dans le ciel désenchanté de la réalité toute crue, que restera-t-il alors ? J'ai bien peur qu'il ne reste un double et cruel sentiment d'abandon.

Abandon de nos candidats, tout d'abord. Un ralliement de la droite et du centre vaudrait renoncement, dans les faits, à les défendre. Étrange conception que de vouloir servir ses idées en sacrifiant ceux qui les portent, tout en prêtant main-forte à ceux qui les combattent !

BRUNO RETAILLEAU

Pour le sénateur de la Vendée*, la droite doit absolument se démarquer de Macron pour ne pas laisser le monopole de l'alternance aux extrêmes.

Emmanuel Macron a lui-même déclaré vouloir « déstabiliser » la droite et le centre. Un aveu qui devrait valoir avertissement.

Abandon de nos convictions, également. Le nouveau président de la République a les siennes. Elles sont respectables. Mais elles ne sont pas substituables aux nôtres. Car de quoi le macronisme est-il le nom ?

égaux. La citoyenneté ne peut être réductible à la somme des individualités. Sinon, c'est l'égoïsme et non plus le civisme qui prévaut.

Multiculturalisme, ensuite, qui réduit la communauté nationale à la juxtaposition des communautés d'origine, met en doute l'existence de la culture française et refuse l'assimilation, au risque d'accélérer cette

« décomposition française » si bien analysée par Malika Sorel. Fédéralisme, enfin, qui

La responsabilité de la droite est donc immense. Se refonder ou se décomposer, se redresser ou s'effacer

dédaigne l'Europe de la preuve, la seule capable de réconcilier les peuples avec le projet européen, et lui oppose une Europe du verbe déconnectée des réalités qu'il faut traiter d'urgence, comme l'affaiblissement des frontières ou la bureaucratisation des institutions.

Voilà pour quoi, avec Emmanuel Macron, nous ne pouvons marcher du même pas. Et encore moins marcher au pas. Surtout s'il prétend incarner, à lui seul et pour lui tout seul, les deux grandes polarités qui structurent et irriguent notre vie politique ; en effaçant, d'un même

coup, et la droite et la gauche. Car le clivage politique est consubstantiel à la démocratie : en institutionnalisant la divergence, il permet de neutraliser la violence dans l'espace public. Et toute tentative visant à le supprimer n'aboutirait qu'à le reconstituer sous une forme brutale.

Soit sous une forme sociale, l'opposition entre la France de droite et la France de gauche étant remplacée par la confrontation entre la France d'en haut et la France d'en bas. Soit sous une forme idéologique, car s'il n'y a plus rien entre le parti gouvernemental et les extrêmes, alors c'est aux extrêmes que reviendra le monopole de l'alternance.

Emmanuel Macron marchera d'autant plus aisément que nous laisserons en friche notre propre chemin. La responsabilité de la droite est donc immense. Se refonder ou se décomposer, se redresser ou s'effacer : cet enjeu politique pour la droite est aussi un enjeu démocratique pour notre pays. Nous devons le relever sans tarder, avec courage et conviction.

* Sénateur de la Vendée, président du groupe les Républicains au Sénat. Président du conseil régional des Pays de la Loire.

